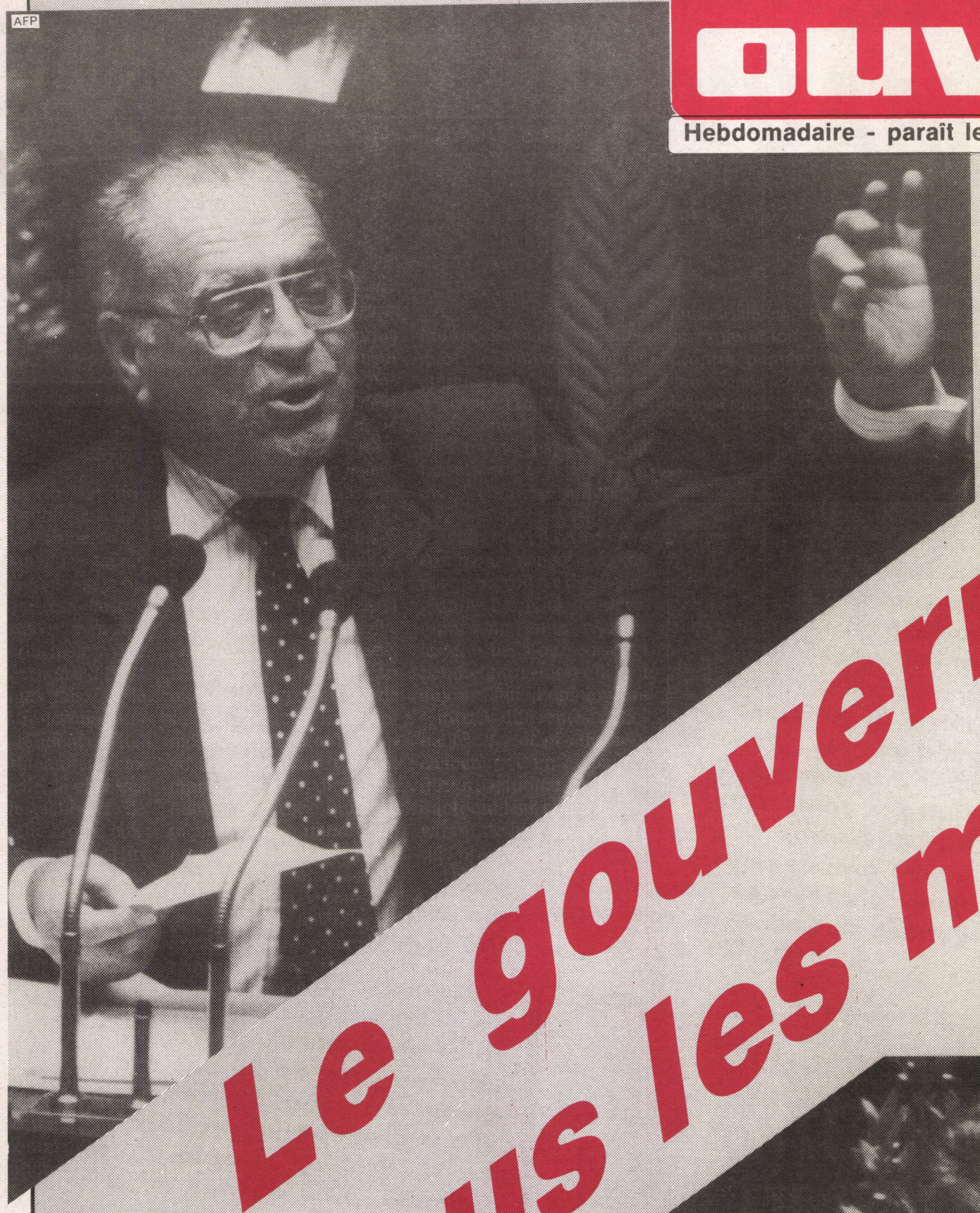
ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 207 - 9 août 1991 - prix : 8 F



Le gouvernement tous les mauvais coups de to

M 6189 - 1207 - 8,00 F

LE GOUVERNEMENT DE TOUS LES MAUVAIS COUPS

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Bien sûr, ça ne surprend plus personne. Les journaux et la télé parlent même de la hausse "traditionnelle" du 1er août. Comme la dinde de Noël ou le défilé du 14 juillet.

Le gouvernement Cresson n'aura pas manqué à cette tradition. Pendant qu'une partie des vacanciers rentraient, encore éblouis de leurs quelques semaines de loisirs, et que les autres partaient, bien décidés à laisser derrière eux soucis, problèmes et tracas, le gouvernement augmentait un certain nombre de prix qui dépendent de lui.

Ainsi, tous auront payé les autoroutes 5 % plus cher en cette première semaine d'août. Ainsi, les habitants de la Région parisienne auront eu quelques centaines de kilomètres pour s'habituer à payer leurs transports plus cher, quelque chose comme 5,8 % de plus pour les métros et les trains de banlieue.

Du coup l'augmentation des tarifs du gaz paraît presque négligeable, 2 % seulement, vous pensez ! Et les aoûtiens semblent des sortes de privilégiés, puisque ils ont jusqu'au 19 du mois pour expédier leur courrier de vacances à l'ancien tarif, 2,30 F au lieu de 2,50 F.

Ca n'empêche pas Bérégovoy, le ministre de l'Economie et des Finances, de se réjouir bruyamment. Il paraît que l'inflation est complètement jugulée en France. Le gouvernement tient les prix.

Peut-être. Mais, quand même, moins bien que les salaires. Car ajoutez donc à ces dernières hausses des prix, celles qui se font sans tambour ni trompette, insidieusement, dans les magasins, et puis la ponction de 0,9 % effectuée depuis le 1er juillet sur les salaires, sous prétexte de déficit de la Sécurité sociale. Il ne fait guère de doute que le retard des salaires va encore s'accentuer cette année.

Pendant un temps, il fut de bon ton de donner comme l'une des causes du chômage les salaires trop élevés. Aujourd'hui on voit ce qu'il en est. Le travail précaire s'est développé. Une partie de la classe ouvrière est jetée à la rue comme et quand il plaît aux patrons. Les salaires, charges comprises, sont plus bas que dans la plupart des autres grands pays industriels. Mais le chômage, loin de régresser, augmente au contraire.

Au mois de juin la barre des 2,7 millions de chômeurs officiels a été franchie. Le record absolu dans ce pays. Et les licenciements prévus dans le textile, l'automobile et l'informatique feraient 70 000 sans-travail de plus à la rentrée. Louis Viannet, le successeur prévu de Krasucki à la tête de la CGT, parle maintenant de "gouvernement de tous les mauvais coups". Sans doute. Dommage simplement que son parti, le Parti Communiste, ait pendant des semaines proposé ses services à ce gouvernement. Et l'ait même soutenu, ne serait-ce que par ses abstentions au parlement.

Viannet chiffre maintenant non plus seulement à 1500 F mais 2000 ou 2500 F l'augmentation nécessaire des salaires. Sans aucun doute aussi.

Mais pour les obtenir il faut que les travailleurs, et les syndicats, et la CGT, changent de style. C'est parce que nous avons accepté trop de choses depuis dix ans que nous en sommes là. Il ne faut plus accepter. Il faut au contraire montrer toutes les audaces.

Regardez l'exemple de la BCCI, cette banque internationale qui fait aujourd'hui scandale. Pendant près de 20 ans elle a prospéré sur tous les continents. Elle a grugé, pillé, trafiqué de tout, armes, drogues, influences, aidé des tas de services secrets dans leurs plus sales coups tordus. La légalité, partout, elle s'assoyait dessus. C'est pour cela qu'elle avait l'appui de tous les gouvernements et de tous les puissants. Ou alors qu'ils la craignaient assez pour s'incliner.

Voilà comment on gagne des milliards. Alors, pour 2500 F mensuels, il suffirait sans doute de faire preuve du millième de la résolution que savent montrer les banquiers. D'autant plus que nous, travailleurs, nous avons le nombre, donc la vraie force.

Travail de nuit des femmes :

TOUS LES PRÉTEXTES SONT BONS POUR FAIRE SAUTER UNE PROTECTION SOCIALE

(ARC)

Voilà que, soudain, la Cour de Justice de la CEE ressort le principe de l'égalité des hommes et des femmes. Pour le faire réellement appliquer dans l'intérêt des femmes ? Non. Pour donner raison à un patron français qui avait fait travailler de nuit soixante-dix-sept salariées dans son usine de conditionnement de cassettes audio et vidéo, en 1988. Ce patron avait été condamné par un tribunal de police du Bas -Rhin car le Code du travail français interdit, dans l'industrie quasi-exclusivement, le travail des femmes entre 22 heures et 5 heures du matin.

Cette affaire est montée jusque devant la Cour Européenne qui siège à Luxembourg, donnant l'occasion à cette institution de s'attaquer de façon spectaculaire à une protection sociale, à la satisfaction de tous les patrons qui poussent à l'égalisation par le bas des droits sociaux en Europe. Selon ces généreux magistrats européens, *« le souci de protection qui a inspiré à l'origine l'interdiction du travail de nuit féminin n'apparaît plus fondé »*. Eh bien si, malheureusement, et il n'y a pas de quoi être fier qu'un siècle après la promulgation de cette loi de 1892, les femmes soient encore exposées, plus que les hommes, aux agressions, particulièrement la nuit, qu'elles continuent à assumer l'essentiel des tâches familiales et que, dans ces conditions, le travail de nuit soit particulièrement éprouvant pour elles.

Mais le patronat n'a que faire de la santé des travailleurs, femmes ou hommes. Cela fait des années que des dossiers d'études s'empilent sur les bureaux des ministres, prouvant la nocivité du travail de nuit. Pourtant, il n'a cessé de gagner du terrain, notamment dans l'industrie. Pour rentabiliser au maximum leurs investissements, les industriels essaient de faire tourner leurs machines et leurs équipements 24 heures sur 24. Le travail en équipes s'est développé, empiétant de plus en plus sur la nuit. On voit, en ce moment, s'instaurer à l'usine Peugeot-Talbot de Poissy les 4 X 10 h, qui obligent l'équipe du soir à travailler jusqu'à 2 h 40 du matin.

En 1990, selon l'INSEE, un ouvrier d'industrie sur 17 travaillait habituellement entre minuit et 5 heures du matin, et environ le double, occasionnellement. Dans l'industrie agro-alimentaire, c'est un ouvrier sur six qui se trouvait à son poste de travail à ces heures-là. Les patrons mettent fréquemment en avant l'argument de difficultés économiques et la menace de licenciements pour faire accepter aux travailleurs le passage en équipe de nuit. Ils misent aussi sur l'attrait de primes compensant un peu les salaires trop bas.

Cette pression n'épargne pas les femmes. Sans même parler de tous les secteurs hors-industrie comme les services (commerce, restauration...) où le travail de nuit des femmes est légal, les cas où les patrons de l'industrie font entorse à la loi en organisant un pseudo-volontariat, souvent avec l'accord des syndicats de l'entreprise qui cèdent au chantage à l'emploi, se sont multipliés. Quant aux dérogations officiellement accordées, il y en a eu 55 en 1988 et 51 en 1989, notamment dans la métallurgie, sur la base d'un accord de branche avec les syndicats, ratifié par les pouvoirs publics.

Il est clair que la législation est en train de s'adapter aux pratiques patronales, de justifier les résultats en ce domaine de leur lutte de classe contre les travailleurs. Les diverses instances internationales s'y emploient. En juin 1990, l'Organisation Internationale du Travail (OIT), avec l'accord des syndicats sauf de la CGT, avait modifié sa convention pour autoriser le travail des femmes dans l'industrie, pourvu qu'un accord avec les syndicats prévoie des compensations et qu'il soit entériné par l'administration. Le gouvernement français n'a pas encore ratifié ce texte mais c'est ce qu'il applique actuellement au coup par coup. La *« large concertation avec les acteurs syndicaux et patronaux »* annoncée par Martine Aubry, ministre du Travail, ne laisse guère de doute sur le sens dans lequel risque d'être modifiée la législation française.

Le travail de nuit est indéniablement utile dans bien des secteurs de l'activité sociale comme les hôpitaux. Là, le problème qui se pose est essentiellement l'obtention de réduction du temps de travail, pour les femmes qui constituent le gros du contingent hospitalier, comme pour les hommes. Mais dans l'industrie, où seuls des intérêts financiers sont en jeu, les travailleuses n'ont pas intérêt à renoncer à une protection sociale existante que les patrons, eux, voudraient voir disparaître pour les exploiter encore plus.

Sylvie LAVANANT

1148 inspecteurs du travail seulement

... censés faire respecter les droits de 18 millions de salariés

Les inspecteurs du travail ne sont pas contents de leurs effectifs insuffisants. Ils menacent de ne pas assurer leur plein service, à l'appel de leurs syndicats.

Il faut dire que pour une population salariée de 18 millions de personnes et pour des centaines de milliers d'employeurs, il y a en tout et pour tout un corps de 1148 inspecteurs du travail en France. Un effectif en baisse constante depuis deux ans.

L'inpection du travail n'a certes jamais été une entrave à l'exploitation capitaliste.

Sans parler des inspecteurs systématiquement compréhensifs à l'égard des employeurs, bon nombre d'entre eux font leur travail sans trop regarder derrière l'apparence des choses, et se satisfont des comptes-rendus, visites et inspections superficielles aux côtés des patrons.

De par leur fonction même, mais aussi de par leur situation sociale et culturelle, les inspecteurs sont sensibles aux vents dominants. En cette période de chômage, où l'ouvrier se fait plus petit pour conserver son emploi et où le mouvement ouvrier marque peu de son empreinte la vie sociale, il ne faut pas compter sur l'inspection du travail pour dénoncer ce que les ouvriers ne relèvent pas eux-mêmes. L'anormal devient alors peu à peu la norme, avant que la loi ne l'enregistre à son tour.

Cela dit, pour les délégués syndicaux ou pour les travailleurs qui veulent s'en servir, le recours à l'inspection du travail pour faire constater, pour prendre date, permet de prendre appui sur ce qu'il peut y avoir de favorable au salarié dans la législation.

En tout cas, ce nombre ridiculement bas d'inspecteurs du travail est révélateur du mépris des gouvernants à l'égard de la vie concrète, quotidienne, de l'immense majorité de ceux qui travaillent, les salariés.

Car enfin, s'il y a bien un moment où il faudrait « inspecter » les conditions de travail, c'est aujourd'hui.

Aujourd'hui où les statistiques elles-mêmes attestent une recrudescence des accidents du travail.

Aujourd'hui où, du fait d'un chômage massif, du fait de l'affaiblissement des organisations syndicales, des milliers d'employeurs n'en font qu'à leur tête sans plus tenir compte d'aucune règlementation.

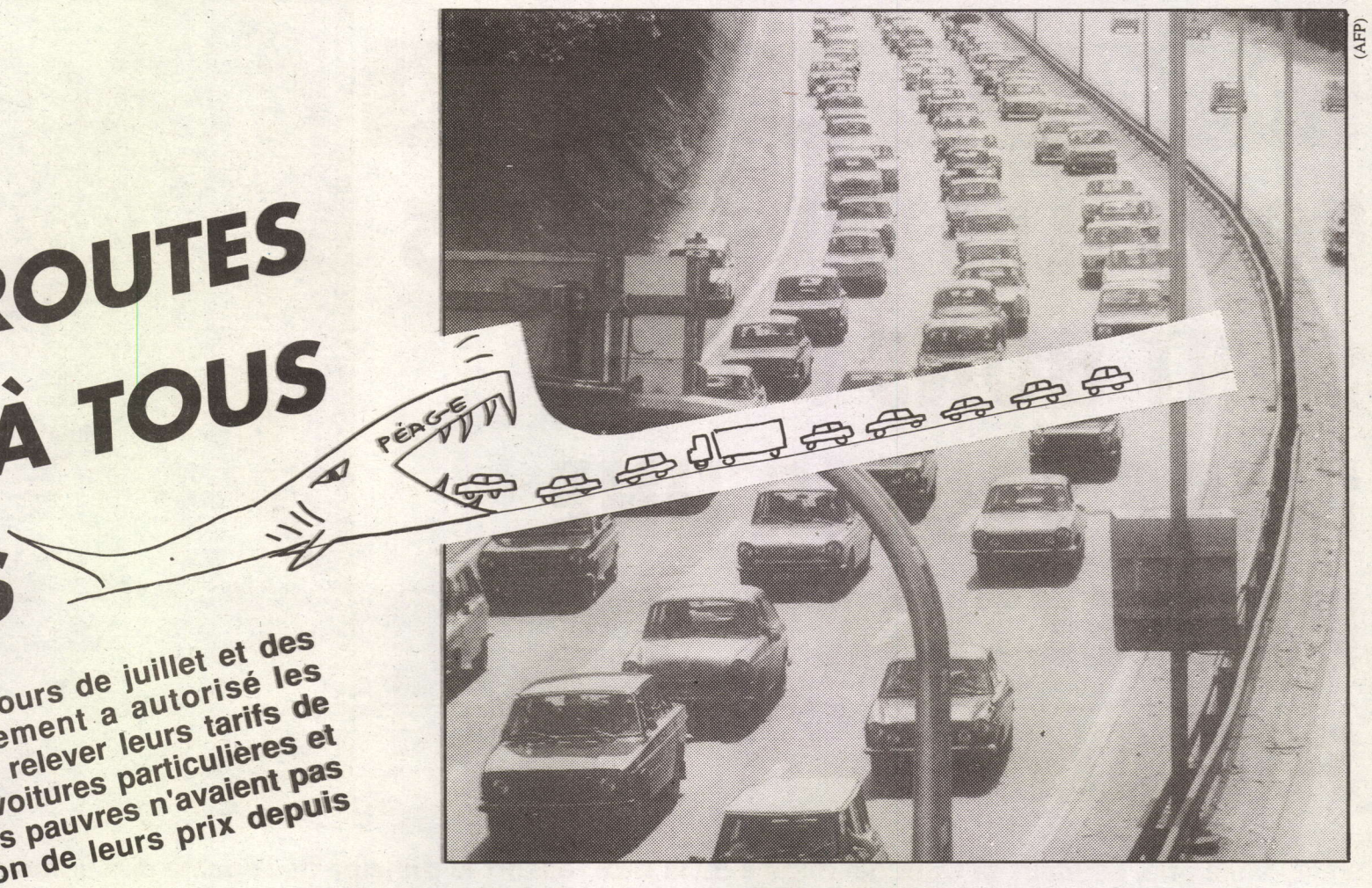
Aujourd'hui où on voit, particulièrement dans les petites et moyennes entreprises, les dépassements de l'horaire maximum devenus la règle, des vols manifestes sur le salaire, les heures supplémentaires impayées à leur taux normal, les conditions d'hygiène et de sécurité allègrement bafouées. La plupart du temps, les travailleurs concernés acceptent ces conditions pourtant « contraires à la loi », car ils craignent que ce soit ça ou rien. Quand ils ne les acceptent pas, ils prennent parfois leur compte, mais très rarement cela aboutit sur les bureaux de l'inspection du travail.

La loi n'est que la sanction d'un rapport de force. Les inspecteurs du travail censés faire respecter cette loi dans ce qu'elle pouvait avoir de favorable aux travailleurs, ne l'ont fait et ne le font que lorsque le mouvement ouvrier pèse de son poids pour veiller au respect par les employeurs de ces « acquis » de la loi.

Le nombre ridiculement bas des inspecteurs du travail et la baisse de leurs effectifs ces dernières années, souligne que les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour se défendre.

Paul MILAN

LES REQUINS DES AUTOROUTES FRAPPENT À TOUS LES PÉAGES



(AFP)

Juste avant la ruée des retours de juillet et des départs d'août, le gouvernement a autorisé les exploitants des autoroutes à relever leurs tarifs de 4,3 % en moyenne pour les voitures particulières et de 8 % pour les camions. Les pauvres n'avaient pas eu droit à une augmentation de leurs prix depuis décembre 1988....

Ce que les sociétés oublient de dire, c'est que le trafic ayant fortement augmenté dans l'intervalle (+10 % en 1989 et +6 % en 1990) les recettes ont suivi. La circulation a d'ailleurs tellement progressé que, sur certains trajets, cette fameuse sécurité qui justifierait nous dit-on des prix si élevés, n'est même plus assurée. Entre Paris et Lille, par exemple, l'autoroute A1 ne comporte que deux voies sur la majorité du parcours. Les camions de toute l'Europe passent pourtant par là, jour et nuit, sous la pluie comme par temps de brouillard.

En réalité les sommes investies dans la construction des autoroutes ont depuis longtemps été remboursées par les péages. La plus grande part de ces autoroutes devrait aujourd'hui être gratuite. Ce serait bien la moindre des choses. Dans beaucoup de pays européens du nord, en Allemagne , en Grande-Bretagne, en Belgique, les autoroutes ont d'ailleurs toujours été gratuites. Pas en France, en Espagne et en Italie. Nos gouvernants choisissent l'Europe qui les arrange. Et la plus commode pour permettre aux grands groupes du béton de s'en mettre plein les poches.

La société privée Cofiroute qui a construit et gère quatre autoroutes dans l'ouest et le centre (Paris-Poitiers, Paris-Le Mans, Angers-Nantes et Orléans-Bourges) tient la route sur le plan financier. Cette filiale de divers grands groupes de travaux publics (Jean Lefèvre, Colas, GTM, Fougerolle...) a engrangé 1,4 milliard de francs l'an dernier, une fois payé le personnel et l'entretien. Après avoir remboursé les emprunts (car la société a tout construit à crédit) et payé ses impôts, il lui est encore resté un copieux bénéfice de 353 millions de francs...

Inutile d'ajouter que la dite société confie aussi tous ses travaux à ses actionnaires qui y trouvent ainsi une source supplémentaire de profit.

Pas étonnant qu'une nouvelle société privée, Villexpress ait été créée l'an dernier par Bouygues, Dumez et quelques autres du même acabit pour s'approprier une part du marché des futures autoroutes urbaines dont les tarifs devraient dépasser largement ceux déjà salés pratiqués en rase campagne. Les racketteurs des autoroutes ont, avec la complicité de l'Etat, de beaux jours en perspective.

P.V.

LES MENSONGES DE CHARASSE

Charasse dans une interview au *Journal du Dimanche* a trouvé le remède miracle pour mettre fin au chômage : *"Le meilleur moyen de lutter contre le chômage c'est de créer des emplois"*. Une perspicacité déroutante ! Mais Charasse est furieux : *"Songez que pendant la période 1988-1990 où nous avons créé des centaines de milliers d'emplois, les charges du chômage n'ont pas cessé d'augmenter ! C'est tout de même un comble ! "*

D'après lui il y a donc des fraudeurs qu'il faut démasquer. Charasse les a trouvés : ce sont les *"prétendus demandeurs d'emploi"*. Et de poursuivre : *"Tout le monde sait bien que s'il y avait vraiment 2 700 000 vrais chômeurs en France, ce serait l'explosion sociale : tous les maires qui consultent les listes de leur commune savent à quoi s'en tenir quant à la situation de beaucoup de prétendus "demandeurs d'emploi."*

Charasse a trouvé une nouvelle technique pour faire baisser de façon spectaculaire les statistiques du chômage. Inutile de prolonger indûment la scolarité, de développer le travail partiel, de s'encombrer de TUC et de SIVP d'un temps révolu. Il y a un moyen infaillible pour masquer la progression du chômage : ne plus parler de chômeurs ni de demandeurs d'emploi, mais dénoncer les escrocs à la fortune publique, les saboteurs de l'économie nationale...

Ces insanités qu'un Le Pen ne renierait pas font, paraît-il, partie du "franc parler" de

(AFP)

Charasse. Il doit se dire que "plus c'est gros plus ça passe." Mais "plus c'est gros plus ça casse aussi". Comme il l'explique lui-même, avec 2 700 000 chômeurs, ce devrait être l'explosion sociale. Il faudra donc descendre dans la rue pour que le chômage inquiète les ministres !

S.H.

Thomson en grève... en Pologne

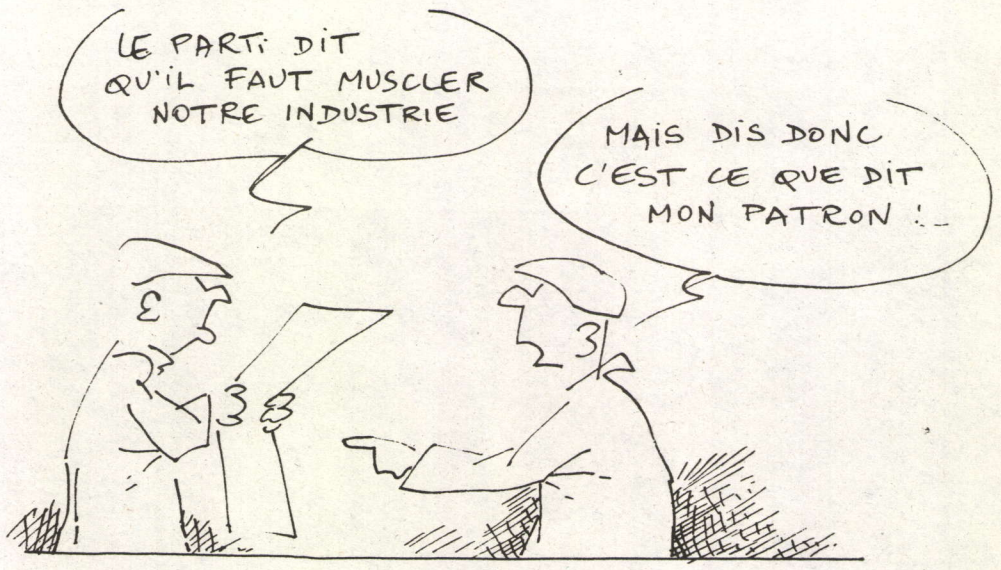
Le rachat de la firme polonaise Polkolor par Thomson n'était pas tout à fait conclu que les travailleurs de cette entreprise se mettaient en grève. Ils sont 4000 à fabriquer 700 000 tubes cathodiques pour télévision par an. Selon "Solidarité", ils reprochent à Thomson *"d'exploiter la situation financière difficile de l'entreprise pour obtenir des avantages supplémentaires"*.

Le rachat de la firme se présentait sous des bons auspices du point de vue des capitalistes français. La direction de Thomson avait rencontré le ministre de la privatisation polonais en mai dernier. Il ne restait plus qu'à peaufiner l'accord. Thomson avait demandé l'exonération de taxes à l'importation pour les composants qu'elle ferait venir en Pologne, la liberté de rapatrier en France les profits réalisés. Des profits d'autant substantiels que Thomson pouvait bénéficier d'une main-d'oeuvre relativement qualifiée et bon marché, et qu'elle comptait augmenter la productivité par trois.

Mais les dirigeants de Thomson n'avaient peut-être pas pensé que des travailleurs polonais, habitués à se défendre contre des exploiteurs qui se prétendaient communistes, conservent leurs réflexes face à des gens qui, ouvertement, se proclament capitalistes.

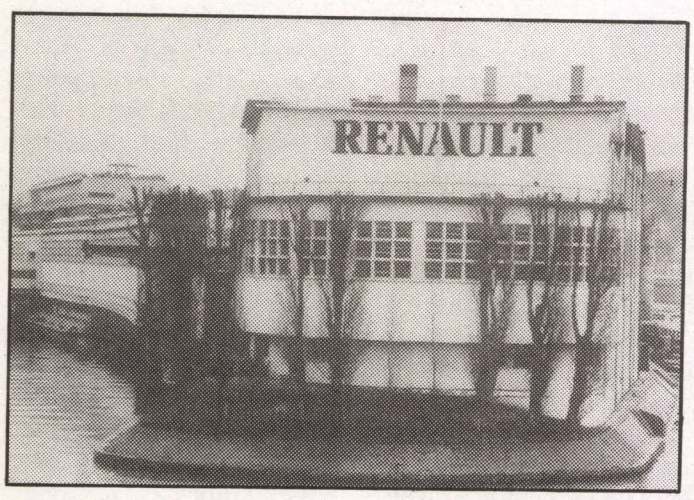
J.S.

Le nationalisme industriel du PCF



Une fois de plus le Parti Communiste part en campagne pour sauver l'industrie française. L'accord entre la CEE et le Japon sur la progression des ventes de voitures japonaises en Europe a été stigmatisé par le bureau politique comme *«un choix suicidaire»*. Selon la direction du PCF : *«L'industrie automobile américaine, pourtant dotée de solides atouts, n'a pas résisté à ce type d'accord (...). A terme plusieurs centaines de milliers d'emplois dans l'automobile, la métallurgie, l'électronique, les équipementiers, sont menacés»*.

Le PC réclame un débat au Parlement et la renégociation de l'accord. Lajoinie annonce que les députés communistes pourraient voter une motion de censure sur ce thème (ce que, soit dit en passant, ils n'avaient pas fait pour s'opposer aux mesures de Cresson sur la Sécurité sociale). *L'Humanité* parle de *«capitulation historique»*. Des affiches du PC proclament : *«Muscler notre industrie, c'est décider de produire et de créer français»*, allusion aux déclarations d'Edith Cresson sur son intention de muscler les entreprises françaises.



Renault a licencié à tour de bras...

Dans cette affaire, le PC s'efforce d'apparaître à bon compte comme le défenseur des ouvriers en jouant sur l'inquiétude que ne peuvent manquer de ressentir beaucoup de travailleurs de l'industrie par les temps qui courent. Qui sait, cela pourra peut-être valoir aussi au PC quelques sympathies, parmi les petits bourgeois nationalistes comme ce fut le cas à diverses occasions par le passé. Mais du point de vue des intérêts de classe des travailleurs c'est de mensonges qu'il s'agit.

A ce que l'on sache, les dizaines de milliers de licenciements qui ont eu lieu ces dernières années à Peugeot, à Renault, à Chausson, à Valéo, à Michelin, pour ne citer que les plus grandes entreprises du secteur automobile, ont été décidés par des entreprises françaises alors que les ventes de voitures japonaises étaient très faibles en France. Tenter de faire croire que les travailleurs français se porteraient mieux avec un «bon accord» est donc une affirmation gratuite.

Préserver l'industrie nationale et faire barrage à la mainmise étrangère comme le demande le PCF ? Mais qu'est-ce que cela peut bien signifier pour les travailleurs de France ? Est-ce que les salaires sont plus bas dans les entreprises américaines d'informatique que dans les françaises ? Est-ce que l'emploi est moins précaire dans les usines chimiques à capitaux français que dans celles à capitaux allemands ? Evidemment non.

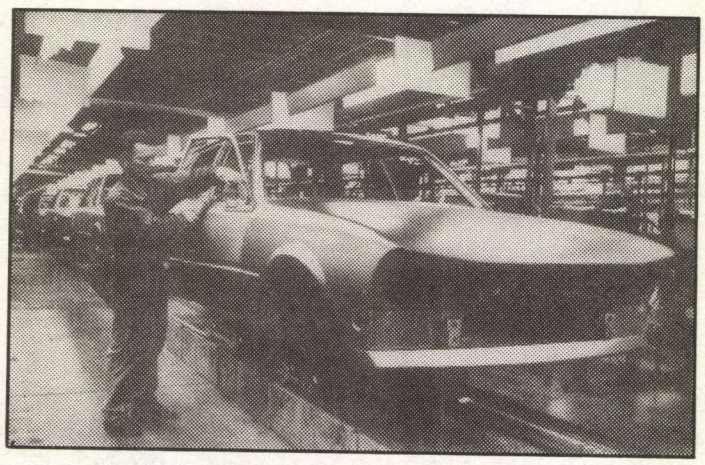
A quoi rime d'ailleurs de se poser en 1991 en croisé de l'industrie nationale ? 22 % du chiffre d'affaires de l'industrie française sont aujourd'hui réalisés dans des usines à capitaux étrangers. Et en France un travailleur sur cinq de l'industrie a un patron étranger.

Le problème pour la classe ouvrière, c'est de ne pas se laisser persuader par ses adversaires qu'il y a un intérêt commun entre les patrons et les ouvriers. Créer une solidarité nationale autour des entreprises fussent-elles dirigées par des patrons français comme tente de le faire le PCF, ce sont les bourgeois qui y ont intérêt, pas les exploités.

Le nationalisme industriel du PCF n'est pas une nouveauté. C'est même son thème de propagande le plus constant depuis des décennies. Mais cela ne le rend pas meilleur, au contraire. Fixer aux travailleurs l'objectif de se battre pour une industrie nationale abritée de la concurrence étrangère afin de conserver leurs emplois, c'est aussi absurde que ce l'était, il y a un siècle, de demander l'interdiction de nouvelles machines sous le prétexte qu'elles prenaient le travail de l'ouvrier.

Les militants du Parti Communiste qui pensent qu'il faut aujourd'hui défendre les idées vraiment communistes ne pourront accepter de se fourvoyer dans ce genre d'impasse.

Pierre VERNANT



... et Peugeot de même, bien avant l'ouverture du marché français aux constructeurs japonais.

UN PROJET DE LOI DU PCF CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE

Les députés communistes ont déposé, vendredi 2 août, un projet de loi pour, disent-ils, lutter contre l'immigration clandestine, prévoyant des sanctions renforcées contre les patrons et un renforcement des pouvoirs de l'inspection du travail.

L'article de *L'Humanité* qui en fait le commentaire, le présente comme étant dirigé avant tout contre le patronat, responsable de l'arrivée sur le territoire de travailleurs étrangers *«taillables et corvéables à merci»*, réduits à *«l'état d'esclaves privés de toute dignité»* et il appelle le gouvernement à *«rompre avec une politique de pillage du Tiers Monde»*.

Malgré les solidarités affirmées, ce projet, mis au point pour «lutter contre l'immigration clandestine», et non pour «lutter contre les patrons esclavagistes» – et c'est un choix – s'inscrit bel et bien dans le courant d'opinion actuel, largement répandu parmi les travailleurs, selon lequel l'immigration est un problème en soi pour la classe ouvrière.

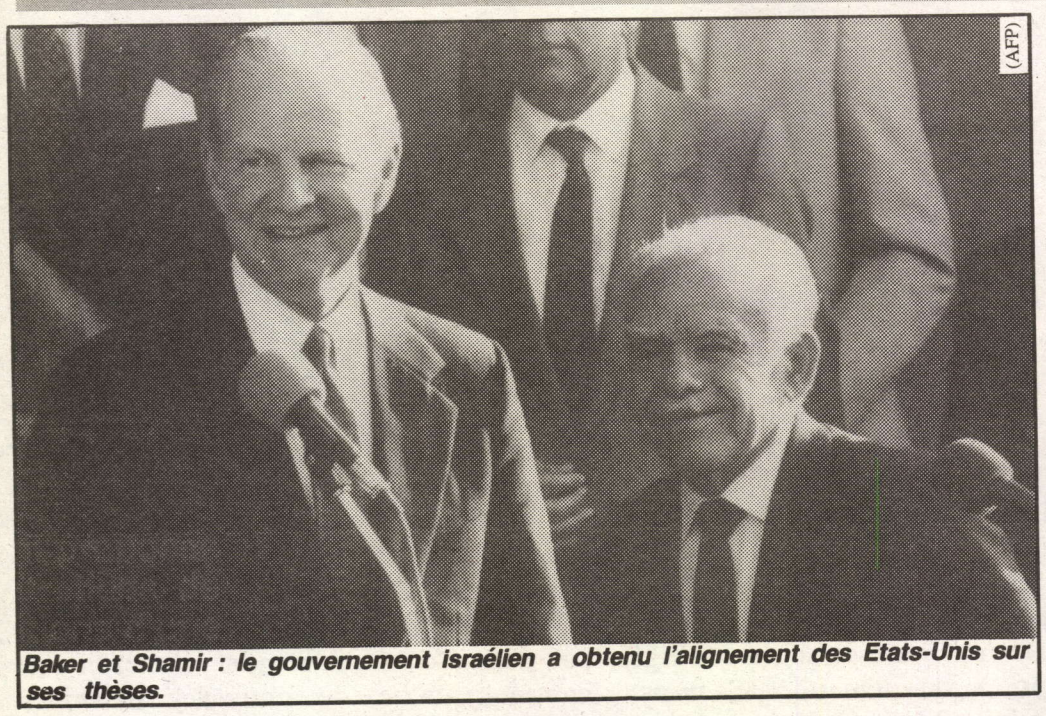
Quand le même article de *L'Humanité* affirme : *«Tant que la France connaît un niveau aussi élevé de chômage, il n'est pas possible d'accueillir de nouveaux immigrés»*, il ne dit pas mais laisse croire à ses militants et aux travailleurs qui leur font confiance que, en contrôlant davantage le flux des immigrés, on pourrait limiter les effets du chômage sur la classe ouvrière. Et cela c'est un leurre et un piège.

Un leurre parce que l'augmentation du chômage est liée à la crise économique capitaliste, pas à l'immigration ; et que de toute façon, ce projet de loi, même s'il était voté, ne pourrait être efficace, les lois contre les patrons trafiquants de main-d'œuvre n'étant pas souvent appliquées, *L'Humanité* le reconnaît elle-même.

Un piège surtout car le projet de loi du PCF peut par contre contribuer à conforter des travailleurs et des militants de la classe ouvrière dans l'idée fausse et dangereuse que les immigrés clandestins sont un problème et un danger pour la classe ouvrière. Cela alors qu'il faudrait avant tout lutter contre les préjugés en donnant à l'ensemble des travailleurs la perspective de lutter – solidairement avec tous les immigrés – contre leurs ennemis communs, les patrons.

Guy LABRAUD

CONFÉRENCE DE PAIX SUR LE MOYEN-ORIENT


(AFP)

Baker et Shamir : le gouvernement israélien a obtenu l'alignement des Etats-Unis sur ses thèses.

SUR LE DOS DU PEUPLE PALESTINIEN

La conférence de paix sur le Moyen-Orient proposée par Bush et Gorbatchev à l'issue des entretiens de Moscou a peu de chance de créer les conditions d'une paix durable dans cette région du monde. Ce n'est pas la première tentative de règlement pacifique que l'impérialisme américain «parraine». Depuis les accords de Camp David en 1978 qui avait vu l'Egypte d'Anouar El Sadate troquer la reconnaissance d'Israël contre la restitution du Sinaï, les tensions, les guerres n'ont pas cessé pour autant. Et pour cause : en 1978 à Camp David comme en 1991 au Caire ou à Washington (le lieu n'est pas encore décidé) les Palestiniens étaient et restent les grands exclus de ces négociations.

AUX CONDITIONS D'ITZHAK SHAMIR

■ Bush fort de sa victoire sur l'Irak, de la relative démoralisation des masses des pays arabes, de l'affaiblissement politique de l'OLP estime sans doute que le moment est venu pour imposer un règlement au Moyen-Orient au meilleur compte pour l'impérialisme américain et Israël. Il peut d'autant plus croire le moment favorable qu'il bénéficie du soutien inconditionnel de Gorbatchev, *«les Etats Unis et l'URSS agissant en tant que coparrains»* comme le souligne le communiqué conjoint publié à la fin du sommet de Moscou. Restait à convaincre Israël d'accepter de participer à cette conférence. Convaincre est un bien grand mot car en fait James Baker, le secrétaire d'Etat américain chargé de négocier à Jérusalem le «oui» israélien n'a fait qu'entériner les conditions imposées par Itzhak Shamir. Le Premier ministre israélien a en effet exigé des contreparties draconiennes à une éventuelle participation. Il refuse la participation de l'OLP de Yasser Arafat à une telle conférence, condescendant du bout des lèvres à ce que les Palestiniens puissent être représentés au sein de la délégation jordanienne, et exige le droit de poursuivre la construction et le développement des implantations dans les territoires occupés. Son ministre de la Justice, Dan Meridor a été on ne peut plus clair à ce propos : *«Quiconque connaît le Golan, sa topographie, sa grande importance stratégique pour Israël ne peut avoir de doute quant à notre position»*.

Finalement les USA se sont alignés sur les conditions de Shamir sans même discuter, faisant apparaître ce dernier comme le champion de l'intransigeance, celui qui jamais ne «lâcherait» sur sa politique. Shamir n'a donc eu aucune difficulté à faire accepter par son gouvernement la participation d'Israël à une telle conférence à partir du moment où c'était lui qui en fixait le cadre, les seules oppositions provenant des deux ministres des partis d'extrême-droite (Moledet et Tehiya) et d'Ariel Sharon (aile droite du Likoud).

Yasser Arafat a pu dénoncer ce «diktat» en affirmant que *«si Israël a dit oui à la conférence c'est parce que toutes les conditions qu'ils avaient imposées ont été acceptées par l'administration américaine à savoir : non à la présence de l'OLP, non à l'autodétermination du peuple palestinien, non à un Etat palestinien indépendant, non à des représentants de Jérusalem et non au règlement du statut de Jérusalem occupé depuis 1967»*. Une prise de position qui paraît ferme en apparence mais qui n'a pas empêché plusieurs porte-parole de l'OLP d'accepter le principe d'une telle conférence même si les Palestiniens ne devaient avoir droit qu'à un demi-strapontin dans la délégation jordanienne.

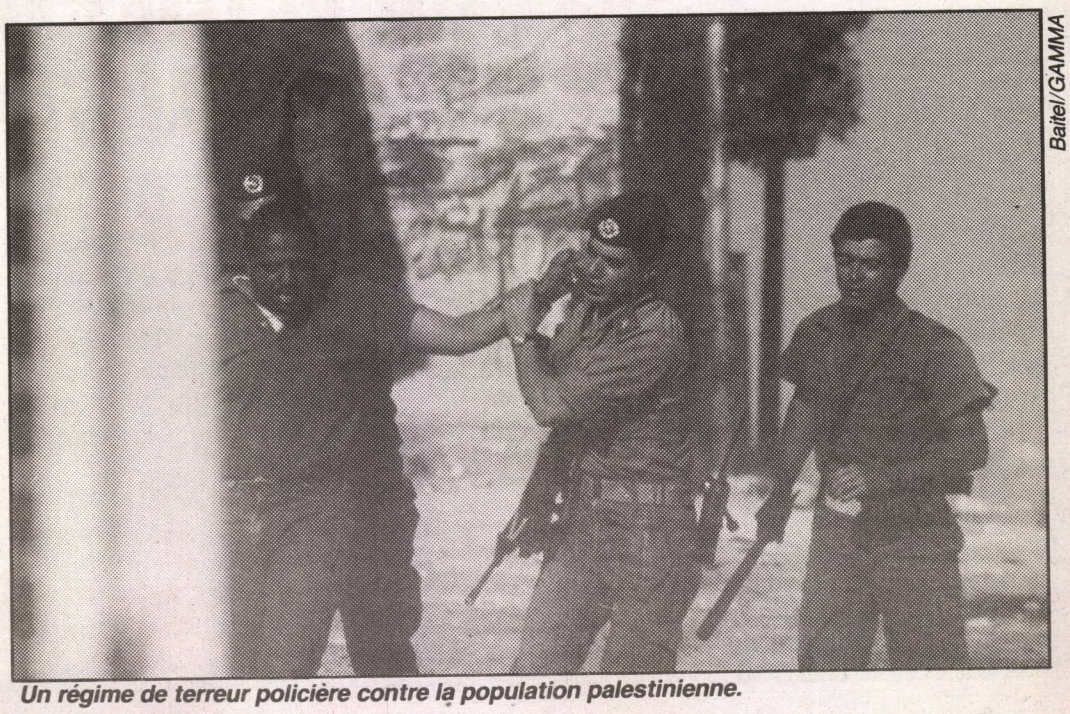
ISRAEL INTENSIFIE DEPUIS PLUSIEURS MOIS LA POLITIQUE D'IMPLANTATION DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

On peut bien se demander à quoi peut aboutir une telle conférence dès lors que le peuple palestinien qui compte pas loin de 6 millions de personnes dispersées dans les différents pays de la région, en Israël et dans les territoires occupés, y est quasiment exclu de toute représentation politique autonome, dès lors aussi où Israël annonce d'entrée qu'elle ne fera aucune concession sur les territoires occupés. Et comment pourrait-il en être autrement quand on sait qu'Israël depuis plusieurs mois intensifie sa politique de colonisation des territoires occupés. De ce point de vue *Le Monde diplomatique* d'août apporte des informations. On y apprend de la bouche de Mme Shulamit Aloni, députée fondatrice du Mouvement des droits civiques en Israël que ce *«serait une grave erreur de croire que le gouvernement Shamir va faire la paix pour la simple raison qu'il a signé les accords de Camp David avec l'Egypte. M. Shamir est un nationaliste. Tout ce qui le préoccupe, c'est le Grand Israël et rien d'autre (...)»*.

Un jugement qu'il n'est pas difficile de vérifier sur le terrain. Ainsi sur la bande de Gaza où l'on compte 750 000 à 800 000 habitants sur une superficie de 370 km², les *«colons israéliens ont accaparé 35 % des terres et ils sont au nombre de 3 500»*. En Cisjordanie les Israéliens contrôlent plus de 60 % des terres. *«Tout se passe* note *Le Monde diplomatique comme si la guerre du Golfe et l'afflux des Juifs soviétiques avaient donné un formidable coup d'accélération à l'implantation des colonies»*. Par ailleurs un réfugié palestinien raconte qu'il a assisté il y a deux semaines à la destruction d'une oliveraie de 1 000 m² dans le village de Beit Lied (Cisjordanie). *«Une pratique courante de la part des colons* confirme le journaliste *du Monde diplomatique, qui souvent avec l'aide de l'armée rasent les plantations afin de pouvoir ensuite les confisquer en arguant de l'abandon des terres»*.

L'Etat israélien intensifie sa politique d'implantations, bafoue les droits élémentaires des populations palestiniennes leur imposant un régime de terreur policière et militaire. Dans ces conditions la Conférence de Paix sur le Moyen-Orient apportera peut être une relative stabilisation politique dans cette région du monde. Mais il ne pourra s'agir que d'une éphémère accalmie rendue possible par cette espèce d'union sacrée qui, des USA à l'URSS, de la Syrie à Israël, de l'Egypte à l'Arabie Séoudite, s'entend pour écraser la voix du peuple palestinien, tant de fois spolié et bafoué. Les dirigeants nationalistes, tel Yasser Arafat, lui ont fait payer cher d'avoir sollicité soutien et protection auprès des régimes qui aujourd'hui s'alignent tous derrière les USA, au lieu de compter sur la révolte sociale de l'ensemble des masses arabes.

Stéphane HENIN


Baitel/GAMMA

Un régime de terreur policière contre la population palestinienne.

Madagascar

L'OPPOSITION EMBRIGADE LA JEUNESSE ET QUADRILLE LA POPULATION

Détrolle/GAMMA

Des manifestations très encadrées.

La dissolution du gouvernement assortie d'une promesse de révision de la Constitution, annoncée par le chef d'Etat malgache Ratsiraka a suffi à diviser les dirigeants de l'opposition regroupés au sein d'un Comité dit des "Forces vives". Certains se disent prêts à participer au pouvoir, d'autres continuent à réclamer comme préalable la démission de Ratsiraka.

Au sein de cette opposition, on trouve d'un côté le Mouvement pour le pouvoir des prolétaires, MFM, qui s'était prétendu un moment marxiste, et ne cache plus aujourd'hui ses choix en faveur du capitalisme. Son dirigeant, Manandasy Rakoponirina accepterait de participer à la formation d'un nouveau gouvernement à condition que le chef de l'Etat, Ratsiraka, délègue tous ses pouvoirs.

De l'autre, il y a aussi le général Jean Rakotoharison, qui crie à la trahison et réaffirme son exigence du départ du président en place. Ce qui ne l'empêche pas de réclamer une rencontre avec Ratsiraka pour négocier le départ de celui-ci. Tel est le clivage qui pour l'instant est apparu au sein de ce Comité des forces vives qui, à Madagascar, regroupe seize partis, syndicats et associations.

KUNG-FU ET SERVICE D'ORDRE

Ancien chef d'état-major du dictateur dont il exige aujourd'hui la démission, Jean Rakotoharison, passe pour être le grand ordonnateur des manifestations massives qui se répètent depuis plus de cinq semaines dans la capitale, Antananarivo, si l'on en croit le reportage publié dans *Libération* du 3-4 août : *"Sans bousculade ni débordement se forme le carré des manifestants, séparés par de petites allées qui restent dégagées quelle que soit l'affluence du jour. Avec une discipline qui ferait blémir de jalousie la meilleure armée du monde, les rangées de manifestants s'alignent au cordeau, une première rangée assis, les autres derrière, debout. Une frêle tribune, montée de quelques planches de bois n'a jamais été envahie. (...) Le président-général Jean Rakotoharison est le pôle de ralliement"*.

Pour parvenir à cette démonstration populaire très contrôlée, le général utilise de jeunes malgaches, environ 30 000 selon l'envoyé spécial de *Libération* faisant partie de clubs d'arts martiaux.

Ces groupes exercés au kung-fu avaient un temps été encouragés par le régime. Ils étaient destinés à former des supplétifs à l'armée et à la police, destinés aux basses oeuvres, dont l'assassinat d'opposants politiques. Il n'est nul besoin de faire un pont d'or pour obtenir un recrutement de ce genre dans un pays où le revenu moyen est de 1200 F... par an et où, selon le témoignage d'une Malgache citée par *Le Monde* du 21-22 juillet, il n'est pas rare de travailler gratuitement six mois dans l'espoir d'obtenir un emploi.

Ces groupes d'arts martiaux s'en étaient pris, le 4 décembre 1984, à une autre bande organisée : des centaines de jeunes loubards, recrutés, armés et rémunérés... par le ministre de la Population cette fois ! Ceux-ci commettaient crimes et pillages tantôt sur ordre, et tantôt pour leur propre compte.

Le 31 juillet 1985, le siège des groupes de kung-fu était à son tour attaqué à l'arme lourde par des commandos de la marine malgache. Affrontements de fractions au sein de l'Etat malgache par jeunes interposés, ou volonté d'en finir avec l'une de ces bandes de jeunes paramilitaires qui commençait à prendre un peu trop d'autonomie par rapport au régime, toujours est-il que ce fut sanglant.

Bilan : 32 morts officiellement, 126 selon un rapport confidentiel de la gendarmerie qui ajoutait qu'un grand nombre de cadavres avaient été jetés à la fosse commune. A l'époque Ratsiraka n'avait pas revendiqué la paternité de l'opération. Il avait toutefois exprimé sa satisfaction de voir réduits les clubs de kung-fu devenus "un Etat dans l'Etat". Le général Rakotoharison, aujourd'hui l'un des leaders de l'opposition et à l'époque chef d'état-major des armées, s'était démarqué de la position présidentielle en désavouant la répression. Cela lui valut d'être mis à l'écart en douceur, par une nomination à un poste honorifique suivie d'une mise à la retraite.

Un survivant au massacre, interrogé par *Libération* raconte s'être caché quelque temps dans une grotte aux abords de la capitale. Etudiant diplômé, il n'a plus jamais pu retrouver du travail par la suite, en dehors de vendeur de frites : *"Chaque fois que quelqu'un nous embauche, la DGID (police politique) passe et nous sommes à nouveau à la rue"*. Depuis le début des événements dans la capitale malgache, sa journée commence à six heures du matin dans une salle d'entraînement d'un des quartiers pauvres de la capitale. Les jeunes comme lui rejoignent ensuite un collège où se trouvent les leaders de l'opposition, avant de descendre "manifester" sur la place du 13 mai. Les adeptes du kung-fu, constate *Libération*, sont omniprésents : *"Comme gardes du corps du leader, comme services d'ordre en lisière de la foule et, relais particulièrement efficace, comme manifestants anonymes au milieu des cortèges"*.

REVOLUTION TRANQUILLE ET REPRESSION SANGLANTE

Libération, comme d'autres journaux, salue la prétendue "révolution tranquille" à Madagascar dont l'incarnation serait ces jeunes qui "attendent la démocratie, ou simplement du travail" et offrent l'image d'un service d'ordre, paraît-il irréprochable. En réalité, comme en témoigne le reportage, ces jeunes servent pour le moment de marchepied aux ambitions d'un ex-chef d'état -major.

L'opposition malgache, ou du moins celle dont les correspondants de presse rapportent ici l'activité, est aussi très liée aux diverses églises. Les églises catholique et protestante ont longtemps été les seules organisations tolérées par la dictature et elles sont de ce fait à même d'encadrer la population.

Cette opposition ne constitue pas une alternative pour la population pauvre.

Sa révolution "tranquille" consiste à quadriller étroitement les manifestations des masses populaires, à empêcher tout "débordement" afin de permettre aux leaders de l'opposition, parfois d'ex-membres déchus de l'actuel régime, de marchander tranquillement sans contrôle populaire avec le dictateur encore en place, leur retour au pouvoir.

Ce qu'on voit, c'est que ce service d'ordre nombreux est peut-être capable d'encadrer et d'assagir les manifestations populaires, mais qu'il a été totalement incapable d'organiser la population pour se protéger de la répression déclenchée par les autorités dans différents endroits du pays. Le 1er août, deux manifestants ont été assassinés à Toamisina, (ex-Tamatave, la deuxième ville du pays) par un commando d'hommes masqués, et 80 personnes ont été arrêtées.

La révolution dite tranquille protège sans doute de façon très musclée les leaders de la population au nom de laquelle ils parlent mais beaucoup moins la population de l'actuel régime.

Jean SANDOZ

Détrolle/GAMMA

Une opposition respectueuse du régime.

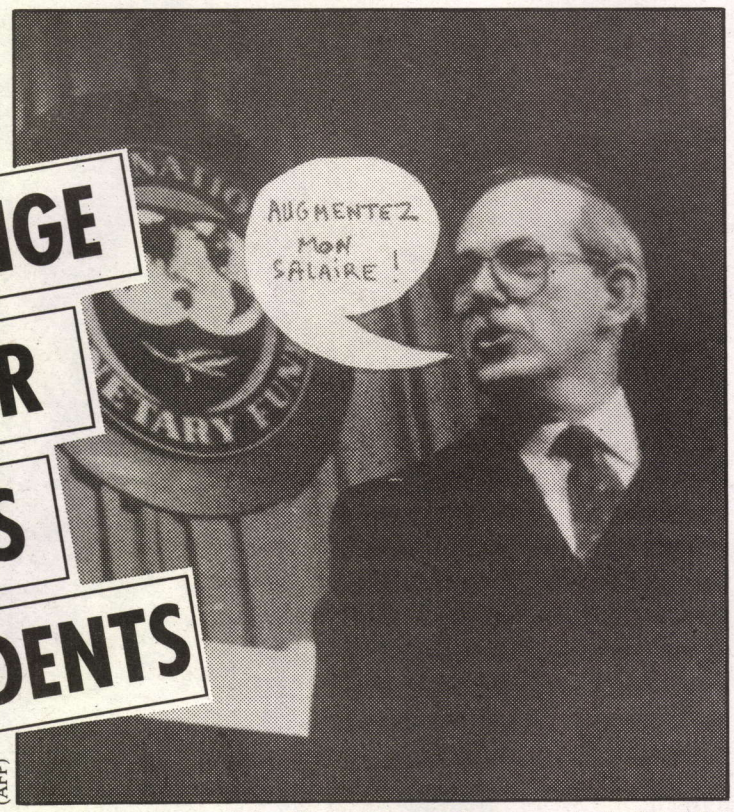
Patrons de tous les pays...

FMI

Rigueur pour les peuples...

MAIS

RALLONGE POUR LES PRESIDENTS



Michel Camdessus, directeur général du FMI

Le 1er août, Michel Camdessus, directeur général du FMI et Barber Conable, président de la Banque Mondiale, deux organismes siégeant à Washington, se sont fait accorder par leurs conseils d'administration respectifs des augmentations de salaires de 27 %.

Ces gens-là n'avaient pas été augmentés depuis 3 ans (c'est la règle) et l'inflation s'est élevée à 16 % aux USA durant cette période. Cela demandait une certaine rallonge, non ?

Cependant il semblerait qu'il y ait un motif beaucoup plus «sérieux» justifiant ces augmentations.

Jacques Attali, résidant, lui, à Londres, et numéro un de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) – chargée de conseiller les pays de l'Est sur la mise en place du marché et dans le même temps de plans de rigueur – s'est vu octroyer 290 000 dollars de salaire annuel en avril dernier.

Alors que jusque-là le numéro un du FMI et celui de la Banque Mondiale ne touchaient que 225 000 dollars par an. Insupportable !

Comment accepter que le dirigeant de la BERD gagne plus, même beaucoup plus, alors qu'il n'a à s'occuper que des pays de l'Est. Les dirigeants du FMI et de la Banque Mondiale, eux, ont bien d'autres champs de responsabilités : ils décident des plans de remboursement de la dette des pays du Tiers Monde par la mise en place de plans de rigueur très stricts ; ils imposent des situations de misère à une plus large population dans un plus grand nombre de pays. Ils sont responsables des émeutes de la faim en Afrique du nord et en Argentine ; ils ont à leur actif de pressurer aussi bien les travailleurs polonais que boliviens, éthiopiens, algériens ou chinois... A leur manière, ils ont leur part de responsabilité dans l'épidémie de choléra qui, partie du Pérou, ravage petit à petit toute l'Amérique latine.

Face à cela, Attali ne fait pas le poids.

Avec ce réajustement salarial, voilà une injustice comblée... enfin presque : ils gagnent encore 5 000 dollars de moins qu'Attali !

Les bureaucrates du capitalisme mondial ont de quoi être encore plus amers. Les salaires des dirigeants des banques privées sont de deux à trois fois plus élevés. 50 fois plus élevés pour les plus grandes banques américaines (15 millions de dollars contre les 290 000 malheureux dollars de Camdessus) ! Une broutille, pour un si sale boulot !

Jacques LEGUAY

Salaires des PDG américains

En moyenne, les grands patrons, les PDG (des salariés, rappelons-le), de l'industrie américaine touchent 3,6 millions de francs par an, soit un revenu mensuel de 300 000 F. En moyenne, bien sûr. Certains peuvent aller plus haut, comme ce président de l'UN-Broadcasting qui se fit octroyer 186 millions de dollars en 1990 (soit environ 93 000 000 F par mois).

On se rappelle *Le Canard enchaîné* révélant que Calvet s'était attribué 45 % d'augmentation de salaire quand il refusait quelques centaines de francs d'augmentation à ses ouvriers.

Eh bien aux USA, les PDG raisonnent comme Calvet. La rémunération moyenne des PDG a augmenté de 212 % en 10 ans quand celle des ouvriers a augmenté de 53 % et celle des ingénieurs de 73 %.

Dit autrement, il y a 10 ans, un patron «de base» moyen touchait 42 fois le salaire d'un ouvrier. Aujourd'hui ce même patron de base touche 85 fois plus que son ouvrier (et qui plus est, le taux d'imposition maximum sur les revenus a été réduit de 70 à 33 %).

Dans ce revenu mensuel du PDG américain, il faut compter et son salaire et les primes diverses (pas ridicules) et des options sur les actions de l'entreprise. (Car, disent les experts en rémunérations, il faut attacher le PDG aux résultats de son entreprise...).

Ces faits et chiffres, ce sont les actionnaires et certains membres du Congrès américain qui les révèlent publiquement. Ils ne sont pas contents. Ils vont même jusqu'à dire que c'est choquant de voir des patrons multiplier leurs revenus quand les ouvriers sont licenciés (si, si). Ils ajoutent aussi : quand les dividendes sont réduits...

Le monde est injuste. Pour les actionnaires, les PDG se sont esquintés pendant des années (et avec succès) à licencier, fermer, restructurer, abaisser la part des salaires dans les coûts de production, et... on vient leur reprocher leurs gros salaires !

Que c'est petit !

Des vocations venues de l'Est

Egon Krenz, celui qui remplaça Honecker à la tête de la RDA juste avant la réunification, a été recruté par un manager milliardaire ouest-allemand pour un poste de haute responsabilité. Il sera chargé de gérer des investissements en Allemagne occidentale. Salaire inconnu (comme avant).

Ceux qui à l'Est rêvaient de faire fortune avec la restauration du capitalisme font sans doute une drôle de tête de voir des Egon Krenz tirer si bien leur épingle du jeu. Mais il n'est ni le premier ni le dernier. De la RDA à la Hongrie en passant par la Pologne et la Roumanie, ce sont bien souvent de hauts responsables soi-disant «communistes» de la veille qui aujourd'hui gèrent de bonnes affaires capitalistes. Les places sont chères. Ils étaient les mieux placés.

Ceux-là diront qu'ils ont bien retourné leur veste. Il serait plus juste de dire que vu la saison il fallait changer de veste. Le profil et la carrure restent les mêmes.

Dans les entreprises

CMB - Grand Quevilly

ACCIDENT MORTEL

CMB (Carnaud Métal Box) est une entreprise de la zone industrielle de Grand-Quevilly près de Rouen qui fabrique des emballages métalliques.

Mercredi 24 Juillet, en fin d'après-midi, a eu lieu dans cette usine un accident mortel : un travailleur de l'entretien a été appelé pour déboucher une gouttière sur le toit car il pleuvait. Cela n'était pourtant pas urgent car l'usine est vétuste et fuit de partout. L'ouvrier est passé à travers la toiture en fibrociment et il a fait une chute mortelle de sept mètres.

Il était notoire que le fibrociment était pourri ainsi que le plexiglas. D'autre part il n'y avait aucun système de sécurité permettant d'effectuer des travaux sur le toit. L'inspection du travail venue à la suite de l'accident a rappelé les conditions minimum de sécurité pour travailler sur un toit : au moins un cable servant de main courante ou un échaffaudage. Rien de tel n'existait et la responsabilité de la direction est évidente.

Correspondant LO.

Central téléphonique Archives (Paris)

Une grève victorieuse du personnel de ménage

Rentabilité oblige, les Télécoms, comme n'importe quelle entreprise, essaient toujours d'obtenir les prix les plus bas. Rien d'étonnant donc à ce qu'ils aient choisi la société de nettoyage qui leur faisait la meilleure offre pour une partie des locaux du central téléphonique d'Archives quand le contrat des précédents arriva à son terme.

La société Penauille obtînt le marché: elle proposait des tarifs inférieurs de 30% à ceux de ses concurrentes.

On signa des deux mains... Tout le monde était content, enfin, du côté des patrons.

Mais, quelques jours avant la date d'entrée en fonction des nouveaux patrons qui s'étaient engagés, par contrat, à reprendre tout le personnel en poste, 7 employés sur 21 recevaient une nouvelle affectation à... Roissy-en-France.

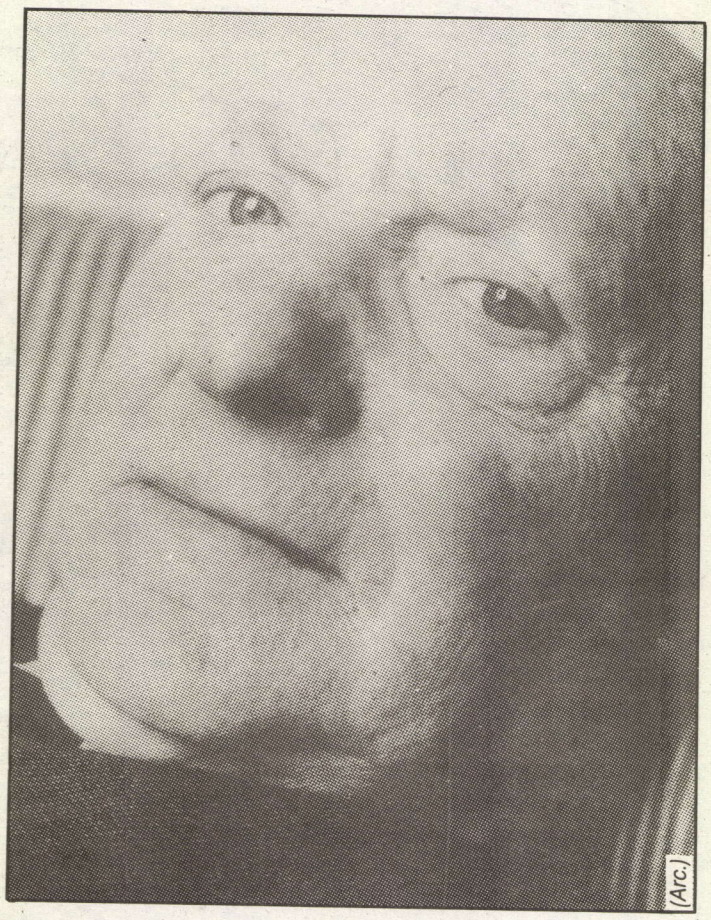
Pas étonnant qu'elle ait pu faire faire 30% d'économies aux Télécoms puisqu'elle supprimait 30% du personnel... La direction d'Archives prétendit qu'elle ne s'était doutée de rien...

Dès l'annonce de ces mutations, le personnel décidait de se mettre en grève et, le 1er juillet, c'était chose faite.

Pendant un mois, la saleté s'est accumulée dans les couloirs du Central. Penauille essaya l'intimidation, refusant de venir rencontrer les travailleurs sur leur lieu de travail et les convoquant individuellement au Siège, envoyant sur les roses le directeur du Central, le prenant de haut avec l'inspection du travail, expédiant même des lettres de licenciement... Rien n'y fit. Les 21 employés restèrent en grève, se réunissant chaque soir et obligeant leurs nouveaux patrons à venir les rencontrer à Archives, collectivement.

Les Télécoms commençaient à s'impatienter... Penauille dut céder : le 1er août, elle acceptait de conserver tout le personnel en place et de payer intégralement les jours de grève !

Isaac Bachevis Singer


(Arc.)

Fin juillet, aux Etats-Unis, s'est éteint à 87 ans Isaac Bashevis Singer, prix Nobel 1978 de littérature, l'un des derniers écrivains à écrire encore en yiddish.

Né en 1904 dans une petite bourgade de la partie de la Pologne sous domination tsariste, Isaac Bashevis Singer connut très tôt autre chose que le petit univers rétréci du milieu juif du village natal. Ses parents s'étaient installés à Varsovie. Ils vivaient dans un quartier juif très pauvre, avec ses putains, ses clochards, ses voleurs et ses commercants, qui cotôyaient les Juifs pieux. Le père jouait un rôle influent parmi ces derniers en tant que rabbin chargé de régler les litiges de sa communauté.

Dans le village comme à Varsovie, Singer subissait la pression de l'antisémitisme ambiant. Avant la Révolution russe de 1917, c'étaient les autorités russes qui organisaient les pogromes. Après la guerre de 1914, l'antisémitisme polonais prit la suite. Il se nourrissait à la fois de la richesse d'une partie de la population juive, et de la pauvreté et de l'arriération des autres. La crise économique n'arrangea pas les choses.

Dans ce contexte, le frère aîné d'Isaac Singer, qui devint le premier un écrivain, rapportait à la maison toutes les idées du temps : sionisme, socialisme, conceptions artistiques d'avant-garde.

Isaac Bashevis Singer émigra en 1935 aux Etats-Unis. C'est là-bas qu'il écrivit pratiquement tous les romans et nouvelles qui le rendirent célèbres, les faisant traduire, sous sa surveillance, du yiddish en anglais, langue dans laquelle la plupart de ses œuvres ont été publiées la première fois.

Car, comme il le disait lui-même, *«j'avais choisi le yiddish non pas par militantisme culturel, mais parce que j'y voyais la meilleure façon de m'exprimer»*.

Il ne faisait donc pas partie de ces écrivains juifs qui, de la fin du 19e siècle aux premières décennies du 20e siècle, choisirent d'écrire en yiddish – au lieu d'écrire en russe ou en polonais, langues qu'ils connaissaient tout aussi bien sinon mieux – par sentiment national, qui allait de pair avec l'idée que les droits des Juifs devaient être reconnus partout où ils vivaient. A l'encontre de ce nationalisme culturel juif, l'idéologie sioniste ne voyait de solution au problème juif que dans la création d'un Etat en Palestine et opposait, comme langue, l'hébreu au yiddish. Les sionistes considéraient le yiddish comme la langue de ceux qui acceptaient leur oppression.

Isaac Bashevis Singer ne faisait pas partie non plus de ces nombreux Juifs qui décidèrent alors de se tourner résolument vers le socialisme et le mouvement ouvrier international.

En fait, il se rangeait parmi les intellectuels juifs les plus réactionnaires.

Sans être pratiquant, il garda toujours la nostalgie de ce qu'il considérait comme la sérénité des Juifs pieux, et même des plus «observants» d'entre eux, les Hassidim, qui vivaient comme des sectes moyenâgeuses, en petites communautés regroupées chacune autour d'un rabbin qu'elles vénéraient comme un saint.

Cela dit on sent bien des influences diverses dans les œuvres de Singer. Il est plus connu pour ses nouvelles qui décrivent pour la plupart le monde juif russo-polonais, en Pologne d'abord, puis, pour les rescapés des camps, après la Seconde Guerre mondiale, aux Etats-Unis. On peut aimer ou pas la façon dont Singer faisait intervenir dans ses nouvelles les fantômes ou les esprits – auxquels, disait-il, il croyait d'une certaine façon – tout en appréciant l'humour de ses descriptions, la finesse avec laquelle il analysait les sentiments les plus contradictoires.

trois grands romans : "Le Manoir", "Le domaine"; "La famille Moskat"

Pourtant, le plus intéressant dans son œuvre reste trois romans qui, d'après lui, forment une trilogie : *Le manoir, Le domaine* et *La famille Moskat* qui couvrent une période qui va de 1867 à 1939.

Les deux premiers romans tournent autour de quelques personnages d'avant la guerre de 1914-1918. Il y a l'histoire de Calman Jacoby, Juif pieux qui édifie sa fortune en prenant à bail les terres d'un noble polonais confisquées après une insurrection à laquelle il prit part contre le régime tsariste. Au travers de la vie des femmes qu'il a connues, de ses descendants et alliés, le lecteur se familiarise avec tous les problèmes de la population juive de ce temps. Les conflits sont nombreux : entre les bourgeois juifs et les intellectuels qui tentent de s'assimiler et ceux qui veulent rester fidèles aux traditions ; entre partisans de la religion et athées ; entre ceux qui se réclament du socialisme et ceux qui se tournent vers le sionisme ; tout cela sur fond d'antisémitisme et de nationalisme polonais dans une société polonaise elle aussi en pleine transformation. Bon nombre d'entre eux espèrent régler leurs problèmes en émigrant, qui vers la Palestine, qui vers les Etats-Unis.

La Famille Moskat raconte l'histoire d'une autre famille juive entre les deux guerres mondiales. Tous les déchirements intellectuels, moraux ou sentimentaux des nombreux personnages du roman prennent rétrospectivement un aspect tristement dérisoire, à la lecture des dernières pages du roman : tous seront anéantis pendant la Seconde Guerre mondiale, sous les bombardements ou dans les camps...

L'auteur est tendre et plein de compassion envers ses personnages. Il décrit pourtant sans complaisance leurs hésitations, leurs veuleries, la vulgarité de certains d'entre eux. Et s'il fait preuve de nostalgie pour la vie «heureuse» des Juifs pieux, c'est en montrant en même temps le caractère borné de leur vie et de leurs idées. Les seuls que Singer se refuse à comprendre sont ceux qui se tournent vers le socialisme. C'est évidemment la limite de son œuvre, car cette époque fut, avant tout, marquée par le foisonnement des idées et du mouvement socialiste et les espoirs qu'ils apportaient.

Isaac Bashevis Singer est le peintre pessimiste d'un monde disparu. Et en dépit des nostalgies réactionnaires de l'écrivain, son œuvre fait comprendre comment les idées qui agitaient cette époque ont laissé leurs marques jusqu'à aujourd'hui.

Sylvie FRIEDMAN

Le Manoir et *Le domaine* viennent d'être remis en vente en Livre de Poche. *La famille Moskat* n'est pas disponible pour le moment en librairie, mais on peut trouver ce roman dans pratiquement toutes les bibliothèques.

LUTTE OUVRIÈRE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière – B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste :
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : • par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
• par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

DRANCY, un camp de concentration très ordinaire (1941-1944)

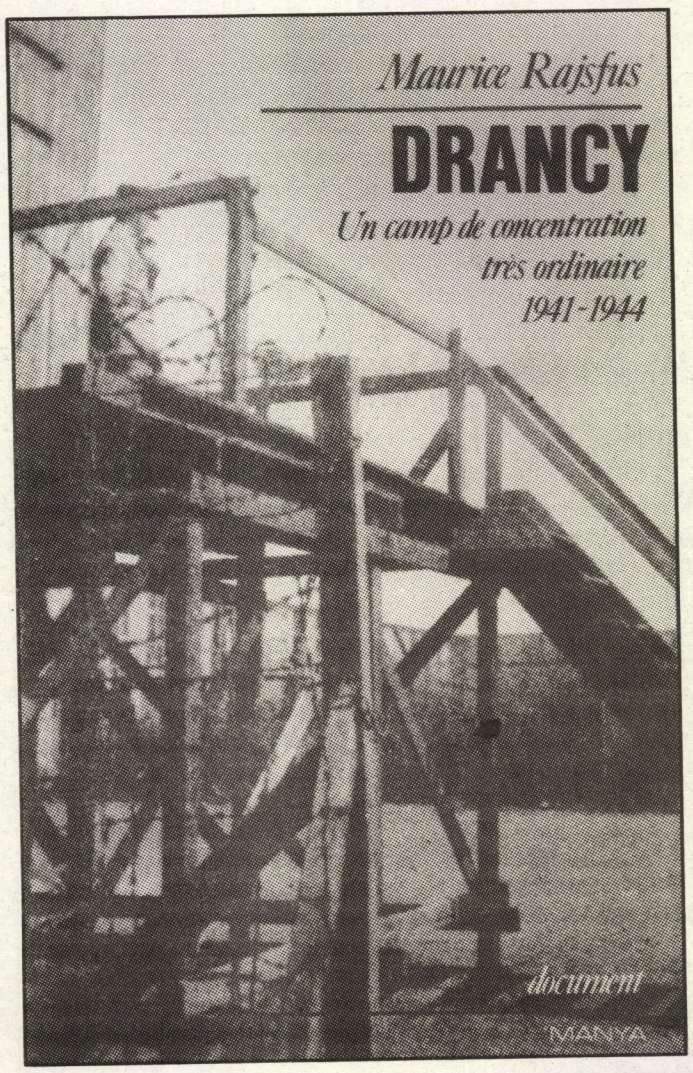
[Arc.]

Arrestation de Juifs à Paris dans le XI^e arrondissement avec l'aide de la police française.

Dans ce camp de Drancy (commune de la Région parisienne) furent internés les parents de l'auteur ainsi que d'autres de ses proches raflés lors d'une sombre journée de juillet 1942. De là, ils partirent pour Auschwitz. Maurice Rajsfus ne dut qu'au hasard de n'avoir pas connu le même sort.

Drancy un simple camp de transit ? L'auteur s'attache au contraire à démontrer souvenirs d'internés et archives à l'appui, que ce camp était bien en vérité un camp de concentration, à ceci près qu'il dut son origine et son fonctionnement aux autorités françaises.

Ce fut avec le soutien d'une chambre de députés élue sous le Front Populaire, rappelle Maurice Rajsfus, que le président du Conseil d'alors, Edouard Daladier, promulga en 1938 des décrets-lois contre les étrangers, prélude à l'ouverture des camps dans lesquels se retrouvèrent après le déclenchement de la guerre environ 17000 Allemands, ex-Autrichiens et ex-Tchèques.



Ces réfugiés qui avaient fui le nazisme, pour la plupart confiants dans la "démocratie française", furent convoqués par voie d'affiches. S'étant rendus dans des stades comme celui de Colombes, de Roland-Garros ou déjà le Vel-d'Hiv, ils furent envoyés dans des camps.

Si certains croyaient que l'on allait faire une différence entre les nazis et les anti-nazis, des gradés de l'armée française se chargèrent de leur ôter rapidement toute illusion, tel ce commandant déclarant aux internés d'un camp de la Mayenne : (...) *"que nous étions là pour être livrés un jour à l'Allemagne et que, ennemis de notre propre patrie, nous serions traités en conséquence."*

Pour Maurice Rajsfus: *"La France de Vichy s'est montrée l'égale de l'Allemagne nazie quant à sa politique de répression anti-juive, sans même qu'il y ait eu besoin d'incitation dans cette voie" (...) "Le terrain avait été bien préparé par la IIIe République qui avait ouvert des camps pour les réfugiés d'Espagne, camps situés dans le sud, dans ce qui deviendra la zone dite libre, camps qui recevront ensuite les internationaux tels ces réfugiés d'Allemagne, puis ensuite les Juifs de toutes nationalités."*

C'est en octobre 1939, qu'un ensemble HLM en cours de construction à Drancy fut transformé en camp.

Après les rafles d'août 1941, les Juifs y furent internés. On était encore à un an de la conférence de Wansee où les dignitaires nazis allaient décider l'extermination de l'ensemble de la communauté juive. Leur déportation n'était même pas programmée et c'est pourtant délibérément que les autorités françaises allaient affamer les prisonniers, tenter de les avilir, leur faire subir brimades sur brimades, à tel point que pour l'auteur : *"s'il avait fallu dix années aux nazis pour former un tortionnaire comme Klaus Barbie, il avait suffi de quelques semaines pour que les policiers français - avec leur hiérarchie en tête - se soient rendus aptes pour accomplir le même travail."*

Gendarmes et policiers français allaient se comporter comme de parfaits auxiliaires des nazis, sous l'autorité desquels fonctionnait le camp. Et ils allaient même en rajouter, sans que cela leur soit demandé. De nombreux témoignages font ainsi état d'actes de brimades gratuits. Les nazis en viendront dans le camp à dissoudre la police aux questions juives, tout simplement peut-être parce que cette police (française), spécialisée dans la fouille des internés lors de leur départ vers la déportation, se servait la première.

Maurice Rajsfus, après avoir décrit par le menu la vie à Drancy, s'attache aussi à montrer comment les nazis se servirent, dans l'administration même du camp, d'une organisation juive, l'UGIF, l'Union Générale des Israélites de France. Jouant sur les divisions sociales et nationales qui pouvaient exister au sein de la communauté juive, cette institution avait à sa tête des représentants de la communaute juive de vieille souche française, tel cet industriel juif français, officier supérieur de réserve de surcroît.

L'UGIF tenta de défendre de préférence les Juifs nationaux, les plus aisés, les plus décorés... en vain puisque tous les Juifs du camp, ainsi que finalement les membres de l'administration de l'UGIF, furent déportés vers les camps de la mort.

Aujourd'hui, alors que de temps à autre des affaires concernant d'anciens collaborateurs (les Papon, Touvier et autres Bousquet) affleurent dans l'actualité, mais de façon si éphémère et avec une telle clémence du pouvoir d'Etat, le livre de Maurice Rajsfus a le mérite de remettre en mémoire la responsabilité des autorités françaises durant la période de l'Occupation ; responsabilité que beaucoup encore préféreraient garder enfouie.

Bernard VANNES

Drancy, un camp de concentration très ordinaire 1941-1944 de *Maurice Rajsfus. Ed. Manya - 411 pages. Prix : 139 F.*

Des romans pour les vacances

A LOUER SANS COMMISSION
de Didier Daenninckx

Contrairement aux autres livres de Daenninckx, *A louer sans commission* n'est pas un policier. C'est l'histoire d'un couple qui, par hasard, puis par curiosité et enfin par tendresse va à la rencontre d'un vieillard.

Le roman commence par les pérégrinations de José pour trouver un appartement. Et, à travers cette recherche et leurs ballades, Daenninckx nous décrit le Paris du quartier de La Villette, Aubervilliers, Pantin avec beaucoup de poésie.

Milna et José sont un couple attachant par leurs idées généreuses, leur dégoût du racisme, leur anticonformisme, et enfin par leur amitié pour le vieillard.

Enfin, l'auteur narre avec humour les petits problèmes que chacun d'entre nous rencontre et il situe le roman dans la toute récente actualité.

C. L.

A louer sans commission *de Didier Daenninckx. Ed. Gallimard – Coll. Page Blanche. Prix 58 F.*

★★★

BELLES GALERIES
de Patrick Cauvin

Le dernier roman de Patrick Cauvin regroupe en fait deux histoires.

Dans la première un riche oisif fait fortuitement la connaissance d'une espèce de savant centenaire, vivant en ermite au milieu de ses notes et de ses livres, et affirmant avoir découvert pourquoi les femmes vivaient plus longtemps que les hommes. Il tombe amoureux de la petite nièce de l'ermite et n'écoutant que sa générosité, se propose naïvement de l'aider.

Dans le second, le personnage principal, après avoir emménagé dans un appartement un peu mystérieux qui se trouve au-dessus de l'une de ces galeries marchandes si nombreuses à Paris, découvre des lettres d'amour d'une femme à son amant.

Il s'éprend de l'inconnue, flotte sur les nuages d'une idylle on ne peut plus particulière... et doit redescendre brutalement sur terre.

Dans les deux histoires, les héros écoutent leur cœur, ce qui les entraîne dans des aventures dont ils sont les dupes, plus ou moins consentantes, d'ailleurs, mais ils ne le reprochent à personne puisqu'il leur a été donné l'occasion de vivre «intensément».

Le suspense tient le lecteur jusqu'au bout et ne le déçoit pas. Et il y a toujours l'humour et la tendresse de Cauvin.

C. L.

Belles galeries, *de Patrick Cauvin. Ed. Albin Michel. 335 pages. Prix : 120 F.*

en poche

«Polars de tous les pays»

AU POINT MORT
de Sara Paretsky

Boom-Boom, un célèbre joueur de hockey sur glace, a été assassiné.

V.I. Warshawski mène l'enquête. Elle n'est pas seulement la cousine de Boom-Boom. Elle exerce - brillamment - le métier de détective privé.

A sa suite, le lecteur entre dans le monde des armateurs de Chicago - et dans l'univers d'une femme moderne, efficace et sensible, fille d'immigrés.

Un bon roman policier, intelligent et enlevé. Si on aime, on peut aussi lire un autre très bon roman de Sara Paretsky, malheureusement pas encore réédité en poche, *Chronique d'une mort assurée.*

Au point mort *de Sara Paretsky - Coll. Les reines du crime (le Masque-Poche). Chronique d'une mort assurée : Coll. Le Masque Grand Format.*

★

UNE FOLIE MEUTRIÈRE et MEURTRES EN BLOUSE BLANCHE
de P.D. James

Les romans de cette «nouvelle reine du crime» britannique sont disponibles en livre de poche.

Sont parus, cette année : Une folie meurtrière *qui se déroule dans une clinique de psychothérapie des beaux quartiers de Londres et* Meurtres en blouse blanche. *Le décor est également un établissement hospitalier, un imposant (et inquiétant...) bâtiment victorien.*

Il se dégage de ces romans une atmosphère un peu lourde ; dans ces lieux clos, les passions s'exacerbent. Et P.D. James a l'art de dévoiler peu à peu, chez ses personnages (d'honorables membres de l'establishment) les mesquineries sordides et les faux-fuyants.

Une folie meurtrière *et* Meurtres en blouse blanche *de P.D. James. Coll. Livre de Poche. Prix 36 F.*

★

VOUS PARLEZ D'UNE PAROISSE
de Hillary Waugh

Une adolescente est assassinée. Cela se passe dans une petite ville américaine, conformiste et étouffante. Et chacun commence à soupçonner son voisin...

Vous parlez d'une paroisse, *de Hillary Waugh. Ed. Gallimard. Série noire. Prix : 41,50 F.*

UN INSONDABLE MYSTÈRE
de Ellis Peter

La romancière britannique a fait le pari de situer ses intrigues policières au... douzième siècle ! Ce qui permet au lecteur d'avoir un aperçu sur la vie quotidienne de l'Angleterre de l'époque et surtout, des guerres pour le pouvoir royal qui ensanglantaient alors le pays.

Un insondable mystère *est le dernier roman paru d'une série dont le héros détective est un moine, le frère Cadfaël, herboriste de l'abbaye de Shrewbury. Pour notre plaisir, il préfère les êtres humains, leurs petites et grandes histoires, aux vêpres et aux complies. Et avant de devenir moine, il a beaucoup vécu...*

Cette fois, il s'arrange pour éviter à l'héroïne d'une histoire d'amour les conséquences de son audace. A l'époque il était dangereux de défier certaines règles établies, surtout quand on touchait à la religion !

Frère Cadfaël est bon vivant, intelligent, bien terre-à-terre, pas bigot pour un sou, et ses aventures sont bien plaisantes à lire.

Un insondable mystère de Ellis Peter Coll. 10/18. Prix 40 F.

★

LE FANTÔME DU TEMPLE
de Van Gulik

L'auteur, féru de civilisation chinoise, s'est livré à une reconstitution minutieuse de la vie quotidienne sous la dynastie des T'Ang, dans un lointain passé. C'est ce qui fait le principal charme de la série de récits, rééditée en collection de poche.

Dans *Le fantôme du temple,* paru récemment, le juge Ti, éminent mandarin, exerce ses fonctions dans une ville-frontière, aux confins des grandes plaines tartares. Un meurtre est découvert dans un temple abandonné ; tandis qu'il envoie son lieutenant enquêter dans les bas-fonds de la ville, il reçoit un appel au secour gravé sur un coffret de jade...

Le fantôme du temple *de Van Gulik. Coll. 10/18. Prix : 40 F.*

★

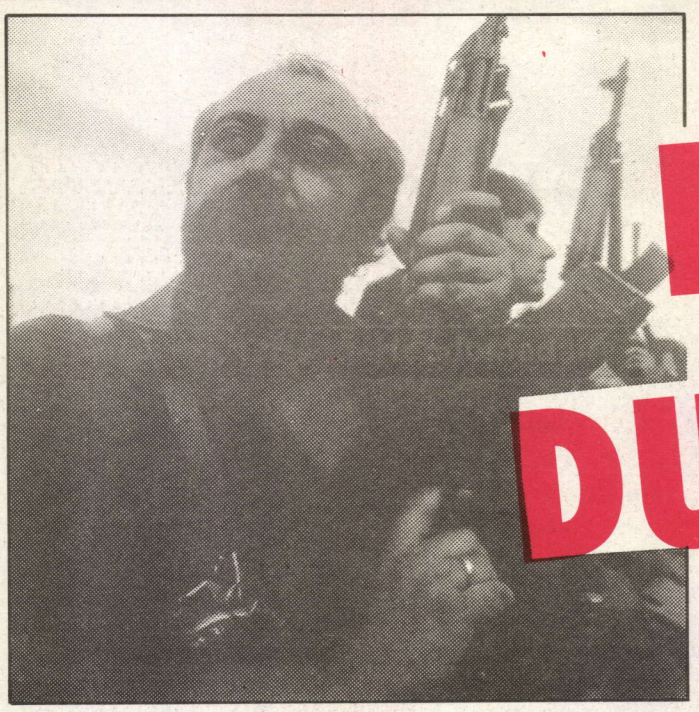
LA MOUCHE SUR LE MUR
de Tony Hillerman

Tony Hillerman est surtout connu pour sa série de romans qui ont pour héros des policiers indiens. Cette fois-ci, il abandonne la réserve navajo pour les coulisses du pouvoir à Washington. Son héros, un journaliste, démêle l'écheveau d'une ou de plusieurs histoires de corruption et de concussions, risquant sa propre vie et faisant sauter, dans l'affaire, un homme politique qui était loin d'être l'un des pires.

Un roman qui fait comprendre comment peuvent se monter les mécanismes de ce qu'on appelle en France les fameuses «affaires» dans lesquelles sont mouillés la plupart des politiciens.

La mouche sur le mur de Tony Hillerman. Coll. Rivages-Noir. Prix : 49 F.

L'IMPASSE DU NATIONALISME



Van der Stockt/ Gamma

Miliciens serbes...

Les affrontements entre les diverses nationalités continuent d'ensanglanter la Yougoslavie. Un nouveau cessez-le-feu, après d'autres, est entré en vigueur en Croatie le mercredi 7 août, après de violents combats la nuit précédente, probablement lui aussi très précaire.

Ce sont maintenant les combats entre les milices para-militaires serbes et les forces croates qui sont les plus meurtriers, après ceux qui ont opposés fin juin et début juillet les unités armées de l'appareil d'Etat slovène à l'armée fédérale yougoslave. Ces combats auraient déjà fait plus de trois cents morts.

Tout dans la situation présente rappelle le passé, pas si lointain, où les nationalismes s'entredéchiraient dans cette partie de l'Europe. Du côté croate, les dirigeants ne cessent d'en appeler à la résistance anti-serbe, de préparer leur propre opinion publique à une guerre qu'ils affirment inévitable. Dans le même temps, à Belgrade, la capitale de ce qui reste encore de la Yougoslavie, mais surtout la principale ville serbe, la télévision a diffusé un montage faisant le parallèle entre les discours de l'actuel président croate, Franjo Tudjman et ceux d'Ante Pavelic, le chef des sinistres Oustachis et de l'Etat fantoche croate créé en 1941 et reconnu par Hitler et Mussolini. Le but d'une telle émission était bien évidemment de faire un amalgame entre les deux personnages et de présenter la politique présente de la Croatie comme continuatrice de celle qui sema la terreur durant la Seconde Guerre mondiale.

Du côté serbe, les relents passéistes ne manquent pas non plus, comme ces propos des nationalistes qui rêvent de la grande Serbie et qui ont affirmé fièrement après les derniers combats : *"Plus que deux villes et nous aurons les frontières de la Serbie de 1915 (...) Ce n'est qu'une question de jours"*. Mais plus inquiétant que tous ces discours belliqueux, le fait que depuis le début du mois de juillet, près de 15 000 réservistes serbes ont été mobilisés et concentrés le long du fleuve Danube, face à la Croatie. Dans une situation où l'armée fédérale composée de soldats de toutes les nationalités qui forment la Yougoslavie pourrait s'avérer inopérante, les dirigeants militaires serbes qui forment la plus importante partie de l'état-major et du cadre des officiers, ne sont-ils pas en train de transformer l'armée fédérale en armée composée majoritairement de Serbes ? C'est du moins ce que craignent les représentants des autres républiques, en particulier ceux de la Croatie.

Seule note qui tranche parmi tous ces actes et discours guerriers, une manifestation de 100 000 personnes pour la paix et le maintien de l'unité yougoslave, qui a eu lieu dimanche 28 juillet à Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine. Enchassée entre la Croatie au nord et à l'ouest et la Serbie à l'est, cette république au sein de laquelle se côtoient la plupart des nationalités qui composent la Fédération en est à craindre pour sa survie. Au point où il est bien difficile de savoir si le succès, somme toute relatif de la manifestation, est dû a un réel sentiment anti-nationaliste qui existerait dans une frange de la population, ou bien s'il reflète simplement la volonté de voir se maintenir un statu-quo qui préserverait l'avenir de la Bosnie en tant que république autonome.

La Yougoslavie pourrait bien aller vers son éclatement en mini-Etats rivaux et non viables.

Les couches dirigeantes bourgeoises des républiques qui composent encore aujourd'hui la Fédération y trouveraient peut-être leur compte, en tout cas elles font ce pari, elles qui impulsent et dirigent les divers courants nationalistes.

Dans un pays pauvre comme la Yougoslavie, où par surcroît existe une grande inégalité de développement entre régions, les couches bourgeoises et petites bourgeoises qui font aujourd'hui l'opinion au sein des différentes nationalités, veulent disposer chacune d'un appareil d'Etat national indépendant, qui leur paraît le seul garant de leur problématique prospérité.

Une telle indépendance ne signifierait d'ailleurs pas la liberté, et pourrait se contenter de remplacer la tyrannie centrale par un despotisme local.

Les bourgeoisies croate ou slovène (comme l'étaient dans un pays relativement pauvre comme l'Espagne les bourgeoisies basque ou catalane par rapport à la bourgeoisie castillane centralisatrice) sont relativement plus riches que la bourgeoisie serbe; elles n'entendent pas devoir abandonner une partie de leurs prérogatives au profit d'un Etat yougoslave toujours unifié mais où les Serbes seraient prépondérants. Quant à la bourgeoisie serbe, elle a bien sûr tout à perdre à l'existence d'une Slovénie ou d'une Croatie indépendantes.

D'un autre côté, ces bourgeoisies croate et slovène sont tout de même trop faibles pour être à même, par le simple jeu des forces économiques, de prendre la tête de l'ensemble de la Yougoslavie.

Dans une telle situation, la seule issue pour les bourgeoisies slovène, croate et serbe, chacune à son niveau de rachitisme, est de devenir les petits commis du capital occidental, vivant des pourboires laissés par l'impérialisme et de la surexploitation de leurs propres populations, chacune dans son pré-carré jalousement surveillé.

Voilà le seul avenir que peut réserver le nationalisme aux travailleurs yougoslaves si ceux-ci se laissent prendre à tous les propos mensongers qui visent à les opposer les uns aux autres.

Georges LATTIER

Van der Stockt/ Gamma

... et miliciens croates s'affrontent.

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Dernières brochures parues :

- **LES AVATARS DE L'HEGEMONIE AMERICAINE DEPUIS 1945 (Exposé du Cercle Léon Trotsky du 12 avril 1991).**
- **LA MONTEE DES NATIONALISMES EN EUROPE CENTRALE ET BALKANIQUE (Exposé du Cercle Léon Trotsky du 14 juin 1991).**

Prix : 10 F.
Envoi contre 12 F en timbres par brochure.

LUTTE DE CLASSE
ÉTÉ 1991 N° 40

- **FRANCE : Le vieux piège du "nouveau langage", le manifeste des "réformateurs".**
- **AFRIQUE : Le multipartisme n'est pas la fin des dictatures.**
- **UNION SOVIETIQUE : Pendant que les chefs politiques préparent le rétablissement du capitalisme, la bureaucratie pille et ruine l'économie.**
- **GRANDE-BRETAGNE : La politique anti-ouvrière du Parti Travailliste.**
- **GUADELOUPE : Le projet de statut du GRS : une adresse aux travailleurs ou aux notables ? Le point de vue de *Combat Ouvrier*.**

Envoi contre 12 F en timbres.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995